

REVUE DE PRESSE Novembre 2009

1^{er} au 15 novembre 2009

EUROPE

Union européenne

Minorités : des fonds régionaux pour le logement des communautés marginalisées

Fenêtre sur l'Europe, 5 novembre 2009

La Commission du développement régional du Parlement européen a décidé, mardi 3 novembre, que les communautés marginalisées, telles les Roms, devraient bénéficier, dans tous les Etats membres, du Fond européen de développement régional (FEDER), jusque là réservé aux logements sociaux urbains.

Serbie

Le premier musée de la culture rom en Serbie

Radio Srbja, 5 novembre 2009

Le premier Musée de la culture Rom, inauguré à Belgrade, fin octobre présente une exposition intitulée « Alave e Romengo (« Le mot des Roms »). Parmi les objets exposés, le texte le plus ancien publié en Rom daté de 1537, huit traductions de la Bible en Rom, le premier livre écrit sur les Roms en 1803, et un dictionnaire unique serbo-rom-allemand réalisé en 1942 dans un camp allemand. Dictionnaires, livre de la littérature contemporaine, cartes postales, films documentaires, conférences thématiques complètent la présentation réalisée par Dragojub Ackovic. .

Jusqu'au 9 mars prochain.

Crimes de guerre : 5 suspects arrêtés.

Le Figaro, 6 novembre 2009

La police serbe a arrêté 5 suspects accusés d'avoir tué 23 civils Roms et violé trois femmes, dans l'est de la Bosnie en 1992. La guerre de Bosnie a fait 100.000 morts entre 1992 et 1995.

Suisse

Genève

Roms virés de leurs camps

Le Matin.ch., 4 novembre 2009

Mardi, des policiers, accompagnés de la voirie, ont sillonné la ville de Genève et embarqué tous les effets des Roms établis dans des campements de fortune. Pour la police, les matelas, couvertures, vêtements amassés sous les ponts ou les parcs sont considérés comme détritiques et l'opération est décrite comme « *une mission de routine. .. C'est la vingtième fois que nous débarrassons des campements roms cette année* ». Dina Bazarchi, présidente de l'association Mesemrom, dénonce elle « *une véritable chasse, qui met en danger la vie de ces gens, notamment celle des enfants* ».

La police traque les campements Roms

20 Minutes.ch., 4 novembre 2009

Ces opérations sont menées régulièrement à Genève, comme ici en 2007. (Photo: Keystone)

La police a mis à la poubelle tentes, matelas et couvertures appartenant aux Roms mardi matin. « *Ils sont touristes ici et doivent donc trouver à se loger à l'hôtel ou chez des particuliers* » explique la police. « *Ce ne sont pas des déchets qu'on évacue, mais des effets personnels... Les familles sont restées dans la rue et ont dormi sans couvertures et sans matelas* » réplique l'association Mesemrom.

République tchèque

Les statistiques du gouvernement confirment que les enfants roms sont toujours envoyés dans des écoles particulières

Capital.fr, 12 novembre 2009

« *Malgré les efforts soutenus pour régler le problème, les statistiques du gouvernement confirment que, dans certaines régions de la République tchèque, les enfants roms sont toujours 26 à 27 fois plus susceptibles que les autres enfants d'être placés dans des écoles pratiques destinées aux enfants atteints d'incapacités mentales* », explique un document déposé auprès du Conseil de l'Europe par l'Open Society Justice Initiative et le Centre européen des droits des Roms. Comme le souligne l'Open Society Justice Initiative « *le gouvernement tchèque doit prendre immédiatement des mesures pour abolir la ségrégation raciale dans ses écoles* ». Cette ségrégation avait valu à la République tchèque une condamnation de la part de la Cour européenne des droits de l'homme en 2007. Pour les mêmes faits, cette dernière a condamné la Grèce en 2008 et entrepris une procédure contre la Croatie.

FRANCE

Pas de trêve hivernale pour les Roms

France Inter, 1^{er} novembre 2009

La trêve hivernale des expulsions locatives ? qui commence aujourd'hui et prendra fin le 15 mars ? ne concerne pas les populations vivant dans les caravanes. Cette situation inquiète Médecins du monde, pour qui les expulsions détériorent la situation sanitaire des Roms. Les associations de soutien militent pour que la trêve hivernale s'applique aussi à l'habitat mobile, voyant dans la situation actuelle une

discrimination. En France, 400 000 personnes sont recensées comme « gens du voyage et Roms », dont 95% sont français. Avec 10 millions de personnes, les Roms sont la plus grande minorité d'Europe.

Roms : expulsions financières

Siné Hebdo, 4 novembre 2009

L'obligation de quitter le territoire français (OQTF), c'est le lot quotidien des Roms. Européens et donc inexpulsables, les autorités ont inventé un délit pour eux : ils coûtent trop cher à la société. En fait, la France leur refuse le droit de travailler légalement, via une intolérable discrimination envers les Roumains et les Bulgares, nouveaux Européens.

Appel pour la scolarisation des enfants roms en France

Dépêches de l'Education, 4 novembre 2009

A l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants, un « *appel national* » à la scolarisation des « *milliers d'enfants roms* » de six à seize ans vivant en France qui ne vont pas à l'école a été lancé mercredi par le nouveau Collectif pour les droit des enfants roms à l'éducation. Qualifiant au mieux d'« *indifférente* » l' attitude des pouvoirs publics face à ce « *scandale* », Michel Fèvre (Romeurope) a demandé « *la levée des blocages* » à la scolarisation des enfants roms. Le Collectif a écrit pour cela au ministre de l'éducation national, Luc Chatel, au président de l'Assemblée des départements de France, Claudy Lebreton, et au président de l'Association des maires de France, Jacques Pélissard. Le Collectif réunit 13 associations dont trois syndicats enseignants, une fédération de parents d'élèves FCPE et Réseau Education sans Frontière (RESF). « *C'est la suite logique de notre engagement syndical : tout enfant a droit à être scolarisé et on est bien loin du compte* », ajoute Gilles Moindrot, secrétaire général du SNUipp, principal syndicat de l'enseignement primaire.

Moins de 10% des enfants roms vivant en France sont scolarisés

Libération, 5 novembre 2009

Le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation, a lancé un appel national à la scolarisation des enfants roms vivant en France. « *Sur 5 à 7.000 enfant de 6 à 16 ans, moins de 10% sont scolarisés* » explique Michel Fèvre (Romeurope). Pour lui, les facteurs de cette non-scolarisation tiennent aux blocages administratifs (justificatifs de domicile difficiles à obtenir) et aux conditions de vie, marquées par la précarité et les expulsions. « *Notre démarche consiste à renforcer les collectifs locaux* » affirme t-il, pour qu'ils agissent vis-à-vis des collectivités locales qui peuvent aider pour les transports et les cantines. Et il souligne, en vue d'une rencontre espérée avec Luc Chatel, le ministre de l'éducation, que « *les familles roms sont conscientes de l'importance de la scolarisation* » et « *que la France doit tenir les engagements qu'elle a pris en ratifiant en 1990 la convention internationale des droits de l'enfant* ».

Aquitaine

Bordeaux : les pouvoirs publics réunis en table ronde pour étudier la situation des Roms

Libération, 22 octobre 2009

A l'initiative du Préfet, les représentants de l'Etat, de la mairie de Bordeaux, de la Communauté urbaine (CUB) des maires de Gironde et des principales associations vont se pencher aujourd'hui sur le sort des Roms de l'agglomération bordelaise. La « table ronde » a été demandée par Alain Juppé après l'incendie d'un squat à Bordeaux. La préfecture ne souhaite pas communiquer sur cette réunion qui se tient « en interne ». Pour Jérôme Lobao, de l'association Procom qui n'a pas été invitée, « *J'ai bien peur qu'il ne ressorte rien de cette réunion dans l'immédiat. On a monté ça à la va-vite pour dire qu'on s'occupait du problème* ». La population rom de l'agglomération bordelaise est estimée à 500 personnes, qui se déplacent de squat en squat. Les Verts de Gironde demandent la mise en place « *d'une véritable politique d'accueil cohérente et équilibrée au niveau de l'agglomération et au niveau européen* ».

Agen. Jean-François Joly : « *photographier la souffrance, c'est un combat de citoyen* »

Sud-Ouest, 15 novembre 2009

Jean-François Joly, photographe indépendant, a, depuis les années 90, mis au centre de ses préoccupations photographiques les camps roms en Roumanie, au Kosovo, ou en France, les centres d'accueil pour toxicomanes ou les bidonvilles de Johannesburg. Pour l'Invité du festival Ciné-Photo, d'Agen, « *le jour où plus personne ne photographiera la souffrance, il faudra vraiment s'inquiéter. Nous avons intérêt à continuer, car c'est un combat de citoyen* ».

Ile de France

Pour un arrêt des expulsions des familles roms d'Île-de-France

La Vie Immobilière, 6 novembre 2009

Une trentaine d'associations de défense des mal-logés ont lancé un appel contre le recours aux expulsions des campements en Île de France. 5000 Roms y vivraient actuellement dont 2 à 3000 dans la seule Seine-Saint-Denis. Ces familles, « *contraintes de vivre dans des squats délabrés ou dans des bidonvilles* », sont fréquemment expulsées. Dans un communiqué commun, les associations constatent que les expulsions ont repris « *à un rythme effréné* », dix en septembre. Or elles n'apportent aucune solution ni aux autorités locales ni aux familles roms. Les signataires demandent la mise en place rapide de deux mesures d'urgence: L'extension de la trêve hivernale, accordée aux locataires du 1^{er} novembre au 16 mars, « *à toutes les formes d'habitats précaires, y compris les bidonvilles* » et l'organisation d'une table ronde pour trouver « *des solutions d'hébergement/logement dignes et durables* ».

Paris : comment les Roms ont été chassés de la porte de Choisy

Rue 89, 6 novembre 2006

Une dizaine de familles roms ont été expulsées fin octobre du terrain qu'elles occupaient Porte de Choisy depuis quelques mois. Une riveraine témoigne. Elle raconte comment, passée pour les aider, elle a, avec d'autres, tenté de défendre leurs droits à la mairie, et essayé d'inscrire les enfants à l'école. « *Les semaines passent et aucun avenir se dessine* » constate-t-elle, malgré les « aides au

retour volontaire » et les hébergements temporaires. « *Un soir la mairie informe les familles qu'elles devront partir le lendemain et leur propose des hôtels loin de Paris et pour deux semaines... Depuis les familles errent... Elles ont peur et préfèrent s'isoler malgré les risques* ».

Roms : ça brûle en Seine-Saint-Denis

Mille Babords, 9 novembre 2009

Dans la soirée du 20 octobre, à Saint-Denis, près du carrefour Pleyel, un incendie a détruit des habitations d'un campement habité par 200 roms, qui étaient menacés d'expulsion. Le 23 mai et le 11 juillet, deux campements roms avaient déjà été incendiés.

Essonne :

Près de 80 Roms expulsés

Le Figaro, 12 novembre 2009

Près de 80 Roms roumains ont été expulsés de deux camps des communes de Villabé et Ormoy (Essonne). « *On éjecte les gens et on les repousse d'une commune à l'autre sans régler le problème* » a affirmé Yves Bouyer, membre de Solidarité avec les familles roumaines.

Manifestation contre deux camps de roms dans l'Essonne

AFP, 15 novembre 2009

Près de 150 personnes, exaspérées par la présence de deux camps roms à Ormoy et Villabé ont manifesté dans une ambiance tendue devant le camp d'Ormoy où étaient rassemblés les Roms inquiets. Le maire de cette cité, Jacques Gombault (sans étiquette), et le député et maire d'Etampes, Franck Marlin (DVD) sont venus soutenir « *le ras-le-bol des riverains* ». Solidarité avec les familles roumaines déplore que le préfet refuse l'organisation d'une table ronde. Jeudi, 80 personnes avaient été expulsées des deux camps.

Nord-Pas de Calais

Agglomération lilloise :

Hénin-Beaumont : un collectif créé pour saisir à bras le corps la question rom

La Voix du Nord, 8 novembre 2009

Un Collectif, « Agir avec les Roms dans le bassin minier » vient de se créer sur l'agglomération Hénin-Carvin pour mettre les autorités devant leurs responsabilités. 150 Roms vivent ici « *dans des conditions de vie effroyables* », explique Patricia Kokoszynski, l'animatrice du groupe. Le Collectif entend également s'appuyer sur des dispositifs mis en place par l'Union européenne. Hélène Flautre, députée européenne, propose aux élus « *de se mobiliser pour utiliser des fonds qui existent pour développer une politique d'accueil exemplaire* ».

Roubaix : pas sur la même longueur d'ondes...

Nord Eclair, 15 novembre 2009

La réunion a été agitée à la mairie de Roubaix Nord où le conseil de quartier et sa commission d'urbanisme avaient invité deux adjoints pour une « séance de travail » consacré au suivi du dossier ANRU et au programme local de l'habitat. Mais le dossier du hameau pour Roms dans la rue de Mascara (cinq bungalows) a largement interféré sur cet ordre du jour. Car habitants, élus d'opposition et journalistes étaient aussi présents. L'adjoint Pierre Dubois a rappelé les trois préalables mis en avant par le maire lors du conseil municipal du 15 octobre : scolarisation des enfants, suivi social assuré par l'AFEJI, participation financière des familles à leur hébergement. L'aménagement du terrain devrait commencer dans quelques jours, mais à l'Entrepont il y a encore de l'électricité dans l'air.

Villeneuve d'Ascq : la roulotte du Bon Dieu du père Arthur permet la scolarisation de jeunes Roms

La Voix du Nord, 12 novembre 2009

Trois enseignants bénévoles recrutés par le Père Arthur ont commencé lundi les cours d'alphabétisation en direction de jeunes Roms sur le terrain mis à disposition par la ville de Villeneuve d'Ascq. Dans le mobil home rafistolé qui sert aussi de chapelle, où les leçons se partagent entre alphabet et dessin, Giovanni Cavagnini parle avec tendresse ces élèves qui ont de 5 à 17 ans. « *Ils sont assidus. Leurs parents les poussent aussi à venir. Ce n'est qu'une initiation. On n'a pas la prétention de remplacer l'école. Mais ça permet la socialisation, la sensibilisation à la langue en attendant qu'ils soient scolarisés* ».

Wasquehal : ils ont trouvé le défaut de la cuirasse

Nord Eclair, 1^{er} novembre 2009

Il y a quelques mois, des caravanes roms s'étaient installées sur les berges du bras-mort du canal et, après l'expulsion, les accès avaient été barrés par les communes de Croix et de Wasquehal. Mais une vingtaine de caravanes ont réinvesti les lieux et occupent le chemin de halage où un campement a été installé. Ces Roms viennent-ils de Villeneuve d'Ascq ? Ont-ils l'intention d'hiverner à Wasquehal ? Autant de questions qui demeurent pour le moment sans réponse.

Pays de Loire

Agglomération nantaise

Indre aussi démunie que ses Roms

20 Minutes.fr, 3 novembre 2009

Depuis vendredi, Indre accueille 57 caravanes d'une partie des Roms expulsés la veille de Chantenay. Pour « *en finir avec cette patate chaude* », la petite commune (3 700 âmes et 460 ha) ne veut pas

expulser (« *cela ne ferait que déplacer le problème* »), mais cherche un règlement politique et en appelle à l'Etat. La préfecture reste silencieuse.

Le Préfet accepte une table ronde

Ouest-France, 9 novembre 2009

Le maire d'Indre, et ceux de Saint-Herblain, Sainte-Luce et des Sorinières, ont demandé au préfet de prendre l'initiative d'une concertation « *dans un premier temps institutionnelle* » avec les présidents du conseil général et de Nantes métropole et les maires des communes concernées pour évoquer l'avenir des familles roms en errance dans l'agglomération. Le préfet en aurait accepté le principe.

Indre : les Roms au cœur du conseil

Presse Océan, 11 novembre 2009

Après l'arrivée de 47 familles dans la plus petite commune de l'agglomération nantaise, un conseil municipal extraordinaire était organisé le 9 novembre par le maire d'Indre, Jean-Luc Le Drenn (Divers Gauche), au cours duquel il a fait voter un vœu pour qu'une solution durable soit trouvée pour les familles roms vivant dans la précarité. L'opposition a voté contre, affirmant que « *tout a des limites, même avec la meilleure volonté du monde* ». Dans la salle du gymnase, où se tenait le conseil, siégeaient de nombreux habitants, venus pour faire part, les uns de leur mécontentement devant l'arrivée impromptue des Roms, les autres de leur solidarité avec cette communauté vivant dans des conditions précaires. La majorité municipale s'est engagée à « *interpeller sans discontinuer les pouvoirs publics, au premier rang duquel l'Etat dont c'est l'une des compétences* ». Pendant ce temps des toilettes sèches, des vêtements chauds, de l'eau et de la nourriture ont été apportés sur le camp des Savonnières et le conseil d'école de l'établissement Jules-Ferry s'est prononcé pour l'accueil des enfants roms à scolariser.

Rezé : les Roms de retour aux abattoirs

Presse Océan, 8 novembre 2009

Une soixantaine de Roms sont arrivés mardi dernier à Rezé sur un terrain où se trouvent cinq logements de fonction des anciens abattoirs. Ils avaient déjà occupé ces derniers à plus de 300 jusqu'à leur expulsion en juin. Le propriétaire a décidé de porter plainte.

Provence Côte d'Azur

Marseille : une fanfare rom signe la B.O. d'un jeu vidéo

La Provence.com, 7 novembre 2009

Créée à Marseille, la formation des Vagabontu signe la bande originale de « Lapinscrétins » le nouveau jeu vidéo d'Ubisoft. Et sa musique résonne désormais dans le monde entier. Né à Pungiesti dans la Moldavie roumaine dans une famille « *où tout le monde joue dans des orchestres* », Ghita Jorga, le créateur du groupe de 10 musiciens, est venu à Marseille avec sa valise et sa trompette,

après la chute du bloc soviétique. De visa touristique en reconduite à la frontière et de squat en squat, Ghita est resté et a fini par monter une fanfare. Ainsi est né Vagabontu, une musique facétieuse chaloupée, « *bien différente des orchestres de Kusturica* ». C'est ce qui a conquis le directeur musical du jeu à Montpellier. Le tome 1 des Lapins s'est vendu à plus de 16 millions d'exemplaires dans le monde.

<http://www.vagabontu.org>

du 16 au 30 novembre 2009

CULTURE

Guitares manouches et feu de camp à Monaco

Le Monde, 26 novembre 2009

Sous les ors de l'Opéra Garnier, un guitariste manouche, entouré de onze comparses, autour d'un feu de camp: le Festival de Jazz de Monte-Carlo donne dans la programmation téméraire. Pendant trois heures, Angelo Debarre et ses musiciens (auxquels viennent s'ajouter les invités Didier Lockwood et Thomas Dutronc) alignent les mélodies de Django Reinhardt. Sa musique, ni style ni langue, crée des communautés, des fêtes. Une musique qui se faufile comme le feu parmi les corps, qui joue des tours, se moque, met un masque, chante, pleure, trafique les egos et les anonymats, roule des mécaniques et fait rouler la machine.

Monte-Carlo Jazz Festival, jusqu'au 28 novembre

PROCHE-ORIENT

Dans le nouvel Irak ultraconservateur, les Roms sont ostracisés

AFP, 20 novembre 2009

Jusqu'à 2003, sous le régime laïc du Baas, les Roms d'Irak (environ 60.000), musiciens, chanteurs, danseurs, animaient les mariages, les fêtes officielles et folkloriques. Avec la montée en force du radicalisme islamiste, ils ont été marginalisés, réduits à la mendicité, attaqués, pillés et sont considérés comme des « déviants » : « *Nous n'avons plus rien. Pourquoi ? Parce que nos traditions sont en contradiction avec les valeurs islamiques* » peste un vieil homme, dans le quartier d'Al-Zouhour où les Roms vivent coincés entre une décharge et un oued aux eaux putrides. Beaucoup de Roms, qui sont musulmans, sont partis pour d'autres provinces et, pour ceux qui restent, l'espoir d'une vie meilleure est très mince. « *Ils nous disent que les artistes n'ont pas leur place en Irak. L'art, c'est fini ! Mais quel est ce pays où on ne trouve plus d'artistes ?* ».

EUROPE

Hongrie

Tensions communautaires en vue

Hulala (informations hongroises en français), 29 novembre 2009

Un sondage de l'institut Szonda Ipsos, publié vendredi dernier révèle que plus de la moitié de la population hongroise s'attend à une détérioration des rapports entre Roms et non Roms. Cette attitude est liée à la crainte devant la vitalité démographique des Roms face à la démographique déclinante du reste de la population, au pessimisme devant la situation économique-sociale et à la peur d'une dilution de l'identité hongroise dans une société multiethnique. Ce sondage fait suite à un incident qui s'est déroulé dans le village de Sajobabony (nord-est de la Hongrie) : après que des membres de la communauté rom locale aient tenté de perturber la tenue d'un meeting du parti d'extrême-droite et anti-rom Jobbik le 15 novembre, des membres de la milice Magyar Garda, créée par le Jobbik, se sont dirigés vers le village, où les Roms s'armaient pour leur faire face. La réaction de la police a évité un affrontement grave, qui aurait pu « *tourner à la tragédie* » a-t-elle déclaré. Le gouvernement hongrois a déclaré « *inacceptable* » l'action de la Magyar Garda.

Italie

HNS-Amnesty international, 16 novembre 2009

Une communauté d'environ 400 Roms, dont 140 enfants, a été expulsée du camp de Via Centocelle dans l'est de Rome. Amnesty International a condamné cette expulsion et exhorté les autorités de la ville à reloger les familles de façon convenable et à les indemniser pour les biens perdus dans l'opération. Elle a rappelé que ces expulsions forcées, effectuées sans garanties légales ni autre forme de protection, étaient contraires au droit international et violaient notamment le droit à un logement décent.

Slovaquie

France 24, 28 novembre 2009

Depuis un mois, dans le village d'Ostravany, un mur a été construit pour isoler les cabanes entourées d'ordure où vivent 1200 Roms. Ce mur de 150 m de long suscite l'indignation des Roms et des défenseurs des droits de l'Homme.

Suisse

Avec les Roms sous les ponts de Genève.

L'Illustré, 17 et 18 novembre 2009

Pourquoi, malgré le froid et les mesures répressives, les Roms s'évertuent-ils à venir en Suisse. ? Qui sont-ils ? Certains, parmi la centaine présente à Genève, ont accepté que l'on raconte leur quotidien de misère. Ils expliquent comment ils cachent le peu qu'ils ont dans les buissons pour éviter qu'il soit emporté par le service de la voirie : 10 tonnes de matelas, couvertures, tentes, ont été enlevées depuis le début de l'année. Ils racontent comment ils vont se fondre dans la foule de la gare de Cornavin pour trouver un peu de chaleur, comment ils sont réduits à la mendicité : « *Bien sûr j'ai honte, lâche Petru. En Roumanie, je n'ai jamais fait ça* ». Leur hantise ? les patrouilles de police, qui peuvent saisir leur argent, à titre d'amende. En mendiant, ils peuvent gagner de 1 à 10 francs, et ça marche mieux si ce sont des femmes, des handicapés ou s'ils mendient avec un enfant. Le soir, les

mères et leurs enfants trouvent un hébergement à l'abri PC de Frontenex, ouvert provisoirement par la ville sous la pression notamment d'ATD Quart Monde. L'abri des Vollandes ouvre aussi ses portes, mais avec un quota. Mais peu importe le froid, les insultes, les mesures répressives, les Roms reviennent toujours à Genève. Ils n'ont pas le choix. Petru résume la situation : « *En Suisse on survit ; en Roumanie, on meurt de faim et de froid* ».

Tchécoslovaquie

Juliette Jourdan : « La violence contre les Roms, c'est le premier maillon démocratique qui saute »

Radio Prague 20 novembre 2009

La réalisatrice Juliette Jourdan a réalisé le film « Etrangers de l'intérieur » qui sera présenté cette semaine au Festival international de cinéma d'Amiens (Picardie). Elle a construit son documentaire autour du mur bâti fin 1999 le long d'un ghetto rom à Usti nad Labem, en République tchèque. Pour cela elle a effectué une quinzaine d'interviews : « *Les murs sont une problématique universelle et les Roms ont beaucoup de choses à dire sur la citoyenneté, l'égalité, la liberté, sur tout* ». Depuis l'époque où elle avait commencé son film, la situation ne s'est pas améliorée pour les Roms en République tchèque, mais aussi, constate la jeune réalisatrice, en Hongrie, en Autriche. « *C'est le premier maillon démocratique qui saute* » affirme-t-elle. « *On est au XXIème siècle, en 2009, et il va falloir qu'on choisisse si on veut recommencer comme au XXème siècle ou non. Parce que pour les Roms, ça peut recommencer demain* ». Elle espère présenter son film en République tchèque au festival du film documentaire sur les droits de l'homme, Jeden Svet.

Stérilisation forcée : satisfaction après les regrets du gouvernement tchèque

Romandie News, 24 novembre 2009

Le gouvernement tchèque vient de présenter « *ses regrets concernant les stérilisations menées en violation de la loi* ». Celles-ci auraient touché au moins une cinquantaine de femmes, essentiellement des Tziganes, et auraient perduré après la chute du régime communiste en 1989. Mais le gouvernement s'est refusé à verser actuellement des compensations rendues impossibles, dit-il, à cause de la crise. En 2001, 11 000 Roms vivaient en Tchécoslovaquie d'après le recensement national, mais leur nombre véritable est estimé à 250 à 300 000.

FRANCE

10% des enfants roms à l'école. Et les autres ?

Terra eco, 20 novembre 2009

A l'occasion du XXème anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, un Collectif lance un appel pour la scolarisation des enfants roms. Pour Michel Fèvre, son animateur, la déscolarisation des enfants (10% seulement vont à l'école) tient aux difficultés de domiciliation, aux longueurs des trajets, au coût de la cantine et des fournitures scolaires. Les expulsions interrompent chaque fois les

scolarités. « *Pour en sortir, il faut favoriser l'hébergement. Dans le Val de Marne, le Conseil général a mis à la disposition des familles une ancienne gendarmerie. Malgré la précarité persistante, les conditions sont meilleures et les enfants vont à l'école de façon continue* ».

Gens du voyage. les problèmes de la communauté discutés

Midi Libre, 25 novembre 2009-12-02

L'Union française des associations tziganes (UFAT) qui regroupe 23 associations de gens du voyage organise à Agde une réunion de travail. Elle a inscrit dans ses thèmes à débattre les problèmes rencontrés par la communauté Rom. Comme le dit Alain Daumas, président de l'UFAT, « *la défense de cette communauté devient incontournable. C'est notre passé qui émerge. En France, les gens du voyage ont perdu leurs repères. Les Roms, eux, portent ces racines* ».

Aquitaine

Agglomération bordelaise

Le défi du relogement des squatteurs

Sud-Ouest, 20 novembre 2009

La maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) qui s'est créée fin octobre à Bordeaux affiche des objectifs ambitieux ; proposer un parcours de relogement et d'intégration à des familles vivant dans des squats de l'agglomération. La complexité de la démarche commence avec l'estimation de la population rom dans l'agglomération (de nationalité bulgare et roumaine), qui varie entre 400 et 900 suivant les sources. Elle continue avec la sélection des familles éligibles au dispositif. La mairie de Bordeaux, tout comme MDM, la voudrait la plus large possible. Malgré tout, comme l'explique Christophe Adam (MDM), « *à travers cette Mous, les pouvoirs publics reconnaissent la situation de ces personnes, c'est déjà un geste politique fort* ». En ce qui concerne la recherche de terrains à bâtir des logements, la Communauté urbaine (CUB) se déclare « *prête à prendre ses responsabilités, à condition que ce soit l'Etat qui pilote la recherche* ».

L'Etat et la CUB prennent en main la question des Roms

Sud Ouest, 25 novembre 2009

Les Institutions, - Etat, Communauté urbaine, mairies -, ont décidé de se saisir du dossier rom dans l'agglomération bordelaise en créant une Mous destinée à évaluer la situation et aider les populations à s'insérer. D'ici à dix-huit mois, tous les squats de l'agglomération seront visités par le centre d'orientation sociale ((C.O.S.) de Bordeaux. Il est prévu de loger provisoirement les familles dans les algecos sur des terrains à préciser avec les mairies pour pouvoir les accompagner dans une démarche d'insertion, dont, assure Philippe Elias, directeur du COS, « *elles ont la capacité* ». Reste à trouver des logements pour les accueillir : « *les solutions existent* » assure la préfecture.

Bourgogne-Franche- Comté

Dijon : l'armée réclame l'expulsion des Roms

France 3, 21 novembre 2009

Une cinquantaine de Roms sont sous le coup d'une assignation en justice de la part de l'armée pour quitter une ancienne caserne militaire. Le jugement a été mis en délibéré pour le 11 décembre.

Ile de France

Montreuil

Kesag T chave, Parada

Coordination Sud, 18 novembre 2009

En France comme en Europe, on applaudit le musicien manouche et on s'indigne de la présence de caravanes près de chez soi... Les Roms sont les éternels déplacés, les éternels réfugiés. Pour appréhender la richesse de la culture rom et échanger avec les migrants, une journée est organisée le 29 novembre à Montreuil, au cours de laquelle se produiront le groupe Parada et les Kesal T chave qui réunissent des enfants des bidonvilles roms de Slovaquie.
La Parole errante, Montreuil, dimanche 29 novembre.

Des Roms chassés pour le Salon ?

Métro, 25 novembre 2009

Une quarantaine de roms, âgés de 3 à 73 ans, qui occupaient un terrain au Palais des Congrès de Montreuil ont été expulsés le 16 novembre. Pour eux, l'expulsion serait liée à l'inauguration du salon du livre et de la presse jeunesse. « *Depuis ces personnes errent sur le trottoir et dorment sous la pluie* » s'indigne Saimir Mile (La Voix des Roms). La mairie explique que, sur ce terrain privé, un jugement d'expulsion avait été prononcé et que le préfet a décidé d'une date pour l'exécuter. Elle ajoute qu'elle a le plus gros dispositif d'aide pour les Roms en France, avec un village qui accueille 348 personnes et demande que l'Etat prenne ses responsabilités.

Ormo y : Le campement des Roms exaspère

20 minutes, 16 novembre 2009

A Ormo y (Essonne), 250 riverains exaspérés ont manifesté devant le camp où 300 Roms sont installés depuis deux ans. Ils se plaignent de nuisances et de vols. Sur le bidonville, les Roms demandent l'accès à des sanitaires et à l'eau potable. Le préfet ne répond pas à la demande d'une table ronde par les associations et l'Union des maires de l'Essonne. Saisie en référé, la justice n'a pas accordé d'ordre d'expulsion à la mairie d'Ormo y qui fait appel.

Saint-Denis. Le combat d'Esperanza pour rester à l'école

L'Humanité, 20 novembre 2009

A 6 ans, Esperanza ne va plus à l'école. Comme la police est venue « *tous les jours* » demander aux Roms de son campement de quitter les lieux, ses parents préfèrent la garder avec eux. « *C'est arrivé qu'une expulsion ait lieu quand les enfants sont à l'école* » explique Coralie Guillot (Association Parada). Les expulsions sont le premier obstacle à la scolarisation. Pourtant ses parents veulent qu'Esperanza suive une scolarité normale : « *C'est important, insiste son père, pour qu'elle ait un bon travail, pour qu'elle soit quelqu'un* ».

Viry-Châtillon. MRAP : enquête contre l'expulsion des roms

JDD, 27 novembre 2009

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) s'indigne des circonstances de l'évacuation « *brutale et inhumaine* » menée par la police contre des familles Roms à Viry-Châtillon. Il demande l'ouverture d'une enquête sur cette intervention.

LANGUEDOC ROUSSILLON

A Ferrals , quatre jours de « Ruée vers l'Oc »

La Dépêche, 26 novembre 2009

Pour sa septième édition, la Rue Vers l'Oc, organisée par la communauté de communes de la région lézignanaise va métisser la culture occitane avec celle des Roms : film, exposition, concerts, stages autour de la musique. L'Espace culturel des Corbières de Ferrals (Aude) sera pendant quatre jours, le centre nerveux d'un espace de tolérance et d'ouverture.

Midi Pyrénées

Toulouse. Roms : la fin d'un campement des berges de la Garonne

La Dépêche, 27 novembre 2009

Deux pelles mécaniques perchées sur un amas de matelas, de tôles, de toiles et d'ustensiles abandonnés. C'est tout ce qu'il restait du bidonville installé par des Roms roumains et bulgares sur l'île du Ramier à Toulouse. Le campement a été évacué à la suite d'une ordonnance du tribunal administratif. Le juge justifie l'urgence de l'évacuation par une occupation sans autorisation du domaine fluvial, par des dégradations de l'espace et de la salubrité publics, et par le danger des inondations pour les occupants. La préfecture n'a pas voulu pour le moment commenter cette expulsion.

Nord-Pas de Calais

Agglomération lilloise

Roubaix. Les habitants des quartiers nord de Roubaix mobilisés contre l'arrivée des bungalows de Roms

La Voix du Nord, 16 novembre 2009

Lors de la réunion qui s'est tenue à la mairie des quartiers nord, le premier adjoint de la mairie de Roubaix, a du faire face à la colère des habitants remontés contre l'installation de cinq bungalows implantés rue de Mascara pour accueillir des familles roms. « *On n'en veut pas, point barre* » s'est exclamé l'un d'eux. Les riverains, relayés par les associations locales, se plaignent d'avoir été mis devant le fait accompli et sont soutenus par les élus d'opposition qui trouvent l'endroit « *mal choisi* ». Pierre Dubois explique que le sujet est « *passionnel et compliqué* ». Il indique que la ville a pris ses garanties, comme pour les trois autres « villages d'insertion » de l'agglomération : scolarisation des enfants, accompagnement social, contrat passé avec les familles qui apportent une participation financière. « *Maintenant la ville a pris sa décision et les travaux vont commencer.* »

Roubaix. « Moi je... ou la difficile mise en place du conseil de quartier Nord à Roubaix

La Voix du Nord, 23 novembre 2009

Réuni en séance plénière vendredi, le nouveau conseil de quartier Nord de Roubaix s'est penché sur l'installation de cinq bungalows pour des familles Roms. Il a finalement décidé, à la majorité, de mobiliser le fond d'expertise pour avoir un conseil juridique et examiner tous les moyens de s'opposer à cette implantation.

Roubaix. Bungalows pour les familles de Roms : les travaux ont débuté rue d'Alger

La Voix du Nord, 28 novembre 2009

Alors que le conseil de quartier nord étudie les moyens juridiques pour s'opposer à l'installation de familles Roms, les travaux ont commencé à l'angle des rues d'Alger et de Mascara. : le lieu a été dégagé de sa végétation et les réseaux souterrains d'évacuation d'eau se mettent en place.

Villeneuve d'Ascq. Une autre communauté rom à nouveau expulsée rue Papin

La Voix du Nord, 20 novembre 2009

Plus d'un mois après une première expulsion, le terrain appartenant à Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) a été à nouveau évacué et les Roms qui l'occupaient ont été expulsés. LMCU a décidé de sécuriser l'accès du terrain pour empêcher toute nouvelle intrusion.

Wasquehal. Un peu de répit avant un nouveau départ

Nord-Eclair, 24 novembre 2009

L'expulsion des Roms installés au bord du canal aura bien lieu. Le maire de Wasquehal, Gérard Vignoble, ne compte pas revenir sur sa décision malgré la demande du Père Arthur, de l'association La Pierre Blanche : « *Ils ne peuvent pas rester ici pour des raisons de sécurité : aucune protection près du canal, pas d'accès pompier, je ne peux pas prendre de risques* ». Le père Arthur pense installer quelques barrières et des toilettes.

Un sursis pour les Roms installés au bord du canal à Wasquehal

La Voix du Nord, 25 novembre 2009

Une vingtaine de caravanes sont installées au bord du canal, à Wasquehal. La mobilisation du Père Arthur et de son association « La Pierre Blanche » a permis de surseoir à l'évacuation prévue lundi. La ville a entamé une procédure d'expulsion pour cause de danger, mais le père Arthur propose de sécuriser le site et d'enlever les caravanes inoccupées.

Pays de Loire

Les Roms de Nantes entre errance et espoir

La Croix, 23 novembre 2009

Stoica vit dans un campement, à l'abri des regards, au bout d'un chemin boueux en pleine zone industrielle. Sa famille, qui a connu plusieurs expulsions depuis l'arrivée à Nantes, organise la survie et il récupère à la déchetterie toute proche des ferrailles pour les vendre. Ses deux enfants sont inscrits à l'école mais sa nièce, qui ne l'a jamais fréquentée s'occupe d'eux. « *J'aimerais faire des ménages* » dit-elle. Sur le millier de Roms présent dans l'agglomération nantaise, 47 familles bénéficient d'un accompagnement étroit des pouvoirs publics. Elles sont logées dans des mobil homes et douze d'entre elles vivent dans un logement social. Mais désormais plus aucune famille ne peut intégrer le dispositif. 200 personnes ont été récemment expulsés d'un terrain squatté à Nantes et il y aurait actuellement huit bidonvilles dans l'agglomération. L'errance, la famille Dimitru en est sortie. Arrivés à Nantes il y a 4 ans, Adrian, Ribana et leurs deux enfants ont emménagé dans un logement social. Cosmin est en 4ème et Cristina vient d'entrer dans un lycée professionnel. Les parents travaillent ponctuellement, mais Adrian espère décrocher un contrat à longue durée. Cristina compte intégrer un CAP d'esthétique et travailler dans une boutique de produits de beauté. Adrian voit l'avenir de ses enfants « *en France, pas en Roumanie* ».

RHÔNE-ALPES

Agglomération lyonnaise

Un bidonville reconnu comme « domicile » par la justice

Libération, 20 novembre 2009

Un jugement rendu cette semaine par le Tribunal de Grand Instance de Lyon devrait faire du bruit. Il déclare comme « *domicile* » le campement où sont installés depuis le printemps dernier une centaine de Roms et, tout en reconnaissant « *une violation de droit de propriété* », déboute le Conseil Général, propriétaire du terrain situé rue Paul Bert, de sa demande d'expulsion, ajoutant que celui-ci n'a pour l'instant aucun projet pour ce terrain et qu'il n'y a ni dommages établis ni risques particuliers pour les occupants. Pour Me Frédérique Penot, avocate des habitants du bidonville, cette décision est le signe clair de la part du juge de renvoyer les collectivités vers leurs responsabilités dans l'accueil et le logement des populations roms.

Un juge refuse l'expulsion d'un bidonville reconnu comme domicile

Lyon Capitale, 20 novembre 2009

Dans une décision rendue le 19 novembre, le tribunal de grande instance de Lyon a considéré les abris de fortune du terrain de la rue Paul-Bert (3ème arrondissement) comme un « *domicile* ». « *Certes les conditions de vie dans les bidonvilles sont très précaires*, commente Frédérique Penot, l'avocate des squatters. *Mais le juge a considéré qu'une expulsion aggraverait leurs conditions de vie. En général, ce genre de raisonnement débouche sur une expulsion assortie d'un délai. Là, le juge va beaucoup plus loin* ». Le Département reconnaît qu'il n'a aucun projet pour ce terrain en instance d'être vendu au Grand Lyon. L'appel auquel il réfléchit pourrait infirmer la décision du TGI. En attendant, les associations demandent que l'Etat, les collectivités et les associations se saisissent collectivement du problème du mal logement.

Bidonville de la Villette : un « domicile » selon le juge

Le Progrès, 21 novembre 2009

Le juge des Référés du tribunal de grande instance de Lyon vient de rejeter la demande d'évacuation du terrain situé entre l'avenue Félix-Faure et la rue Paul-Bert (3ème) présentée par le Département du Rhône, propriétaire des parcelles occupées par une centaine de Roms. Le tribunal ne voit aucune urgence à vider les lieux d'autant qu'il reconnaît le terrain comme « *domicile* », « *protégé au titre de la vie familiale des personnes au titre de l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme* ». Une quarantaine de cabanes ont été construites sur ce terrain situé entre la voie de chemin de fer et celle du tram. Une vingtaine d'enfants sont scolarisés ou en attente de scolarisation et certains occupants bénéficient de prestations sociales.

Fuite de gaz dans une ancienne fonderie squattée par des Roms

Le Progrès, 22 novembre 2009

Un incendie a éclaté hier dans un bâtiment de la fonderie Saint-Jean Industries à Vénissieux, squattée depuis deux mois et demi par plusieurs dizaines de Roms. Une trentaine d'entre eux ont été évacués le temps de l'intervention des pompiers.

Des associations alertent sur le respect de la trêve hivernale

Le Progrès, 25 novembre 2009

Malgré la trêve hivernale des expulsions locatives, les évacuations des squats occupés par des familles roumaines continuent. Le Collectif Rrom de l'agglomération lyonnaise demande aux autorités d'intervenir pour que cette trêve hivernale s'étende aussi à ces personnes. « *Les expulsions à répétition entraînent des ruptures de suivi de scolarisation et de soins* » explique Médecins du Monde, ne des associations signataires, qui souligne le mauvais état de santé de ces familles, à cause de la précarité, d'une couverture vaccinale très faible et de pathologies plus ou moins graves, avec comme résultats une mortalité néo-natale ou infantile précoce et une espérance de vie réduite entre 50 et 60 ans. Les associations du Collectif demandent également aux autorités de profiter de cette trêve pour dresser un état des lieux afin de construire, avec le concours de tous les acteurs sociaux, « *une solution digne* ».